



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/EDF-actionnaire-ou-militant>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **EDF : actionnaire ou militant, dilemme à la CGT**

**19 novembre 2005**

## **EDF : actionnaire ou militant, dilemme à la CGT**

Patrick s'est planté devant le secrétaire général de la CGT et lui a lancé tout de go, sur un ton accusateur : "Il y a des militants opposés à l'ouverture du capital de Gaz de France qui ont pris des actions." L'interpellation cueille Bernard Thibault à froid, lundi 26 septembre, au milieu des salariés du centre EDF-GDF de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). Il hésite, avant d'improviser une réponse. "Compte tenu du pouvoir d'achat, dit-il, comment prendre la responsabilité de dire à un salarié de ne pas profiter d'un système d'acquisition d'actions qui lui permette de boucler sa fin de mois." Et puis être contre la privatisation et acheter des actions, "ce n'est pas incompatible".

Un mois et demi a passé, le succès de la souscription populaire est acquis, et Patrick n'a toujours pas accepté le grand écart de son syndicat. "J'ai été un peu triste de la réponse de Bernard", confie-t-il, assis dans l'austère local du syndicat EDF-GDF de Chalon. Un peu ? Une colère contenue braille dans les yeux noirs de ce petit-fils de militant antifranquiste. Après vingt-six années dans l'entreprise et autant de militantisme à la CGT, c'est son "idéalisme" qui est meurtri.

"Quand je suis entré à EDF, j'ai pris conscience que mon entreprise avait une histoire, que si l'on avait un statut, c'est que des gens s'étaient mouillé la chemise", raconte Patrick, qui se sent "plus proche de l'ancienne génération et de son esprit de camaraderie qui disparaît". Quand il se range dans "les purs et durs", on retient surtout le mot "purs". Rien de bravache quand il jure : "Moi, on n'achète pas ma conscience." Rien de misérabiliste quand il dit : "Oui, j'aurais peut-être besoin de cet argent si mes deux filles font des études, mais tant pis, je travaillerai."

Il revoit ses camarades "jouer au simulateur" mis à la disposition des agents pour évaluer l'intérêt des cinq formules proposées. "Je ne trempe pas dans l'actionariat. Je suis de la classe ouvrière, celle qui vit de son travail et pas d'autre chose. Pas de l'argent facile." Il cherche moins à préserver son statut, dit-il, qu'à défendre un bien commun. "Tous les Français sont propriétaires d'EDF. Alors quelle légitimité a l'Etat de vendre ?" Il aurait aimé "un référendum sur EDF et l'avenir énergétique de la France". "Et si la nation avait accepté cette ouverture après avoir entendu tous les sons de cloches, et pas la propagande gouvernementale", il aurait "peut-être" acheté des actions... Ceux qui l'ont fait aujourd'hui restent ses camarades, dit-il sans enthousiasme. "Ils se sont discrédités, juge-t-il, et je ne veux pas qu'ils prennent des responsabilités à la CGT."

L'actionnaire-militant est-il devenu la nouvelle figure du "social-traître" ? Jean-Paul a été embauché à

EDF en 1976, et ce militant cégétiste de longue date "hésite". "Ma famille me pousse, confie-t-il, des amis m'ont dit qu'avec la plus-value sur leurs actions Gaz de France ils sont partis une semaine à Agadir." Quand les mauvais génies se font trop pressants, une autre voix lui souffle que devenir actionnaire, "c'est se tirer une balle dans le pied". Qu'acheter des actions aujourd'hui, c'est ouvrir la voie à la rigueur salariale et aux suppressions d'emplois demain. La rigueur n'a pas attendu la privatisation partielle, dit-il, puisque "le centre a perdu 150 emplois en cinq ans et 2,6 millions d'euros d'investissements l'an dernier". Au point qu'"on ne serait plus capable de se mobiliser comme on l'a fait après la tempête de 1999".

Combien de fois les cégétistes rétifs à l'actionnariat salarié n'ont-ils pas entendu cette mise en garde : "Si ce n'est pas toi qui prends le pognon, d'autres le prendront !" Marc l'a aussi entendue. Entré à EDF □ et à la CGT □ en 1981, il décrit d'abord ses états de services syndicaux. "Je n'ai loupé aucune manif, aucune grève, et je défends le service public." Il a pourtant décidé de prendre des actions, les premières qu'il ait jamais possédées. "Je comprends que certains soulignent une contradiction. Mais c'est comme l'intéressement, la CGT était contre parce qu'elle se battait sur des hausses de salaires. Sauf que 80 % des salariés en ont pris car c'était et ça reste un placement rentable."

C'est "par idéologie" que Marc n'a pas acheté d'actions Gaz de France en juin. Et par intérêt qu'il va prendre du EDF. "La société évolue, on vit dedans, se justifie-t-il. Il n'y a aucune conviction dans ce choix, juste un calcul : en déboursant 1 900 euros, j'ai pour 1 258 euros d'actions gratuites plus l'abondement de l'entreprise." S'est-il transformé en boursicoteur ? "Pour ça, il vaut mieux acheter du Roche avec son Tamiflu", tranche-t-il. Il ne croit pas à la valorisation des actions EDF et s'en débarrassera dès que possible, dit-il, comme on efface le souvenir d'une mauvaise action.

Patrick et Marc regrettent que la CGT n'ait pas appelé les militants à boycotter l'opération. "Parfois, je pense qu'elle est trop démocratique, pas assez directive, dit Marc. Si elle avait donné une consigne, j'aurais sans doute suivi." "La CGT n'a pas à s'immiscer dans la conscience des gens et à imposer quoi que ce soit", insiste Claude Gérard, secrétaire CGT du comité d'entreprise du site de Chalon, où la centrale a recueilli 62 % des voix aux dernières élections professionnelles. "L'actionnariat salarié, ce n'est pas un problème de garantie collective. Mais il n'y a pas beaucoup d'agents qui prennent des actions par conviction", renchérit Maurice Marion, porte-parole de la fédération mine-énergie de la CGT.

A Paris, la CGT s'est battue pour que la part des salariés dans l'augmentation de capital passe de 10 % à 15 %, et elle n'a pas usé du pouvoir que lui donnait sa position d'organisation majoritaire pour rendre nul l'accord sur le fonds en actions des salariés, affirme une source interne à EDF. "Avant d'être un bon placement, l'actionnariat salarié exprime aussi un attachement individuel et collectif fort à l'entreprise, puisque les salariés pourraient en être collectivement le premier actionnaire, après l'Etat, analyse Gilles Gateau, directeur du projet chez EDF. Il a séduit des agents par ailleurs réservés sur l'ouverture du capital." Aucun "militant-actionnaire" ne croit qu'avec 2 % du capital, les agents pèseront bien lourd sur l'avenir d'EDF.